

PARIS, le 20 octobre 2014  
Original anglais

Point 29 de l'ordre du jour provisoire révisé

**RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR LA RECONSTRUCTION  
ET LE DÉVELOPPEMENT DE GAZA : APPLICATION DE LA DÉCISION 194 EX/28**

**ADDENDUM**

**Résumé**

La Directrice générale présente un état actualisé de son rapport figurant dans le document 195 EX/29 afin de tenir les États membres informés des derniers événements en lien avec la réponse apportée par l'UNESCO à la crise de Gaza. Le présent document couvre la période comprise entre mi-août et début octobre 2014.

Action attendue du Conseil exécutif : décision proposée au paragraphe 17.

1. Le présent document donne un état actualisé de la contribution de l'UNESCO à la réponse apportée à l'échelle du système des Nations Unies à la crise de Gaza pendant la période comprise entre mi-août et début octobre 2014. Les parties étant convenues d'un cessez-le-feu le 26 août, l'UNESCO a entrepris des évaluations préliminaires des dégâts dans ses domaines de compétence afin d'aider les autorités palestiniennes à planifier le relèvement et la reconstruction à long terme. La communauté internationale est mobilisée pour contribuer à ces actions – les principaux donateurs et partenaires se réuniront lors de la Conférence internationale à l'appui de la reconstruction de Gaza, qui se tiendra au Caire le 12 octobre 2014.

2. À la fin du conflit qui a duré 50 jours, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays s'élevait à un demi-million. Les écoles, les institutions éducatives et le patrimoine culturel ont subi d'importants dommages, comme indiqué ci-dessous.

**ÉDUCATION**

3. L'éducation est l'une des priorités du « Plan national de relèvement rapide et de reconstruction pour Gaza », le document relatif aux annonces de contributions qui sera présenté par les autorités palestiniennes à la Conférence de donateurs organisée au Caire le 12 octobre. Le Plan cite l'UNESCO en tant que partenaire clé en matière d'assistance, tant pour répondre aux

besoins immédiats dans le domaine de l'éducation, que pour gérer l'impact à long terme de la crise sur la qualité de l'apprentissage et le bien-être des enfants et des jeunes.

4. Les 13, 18 et 19 août, l'UNESCO a participé à l'évaluation humanitaire rapide initiale groupée (MIRA) coordonnée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. L'évaluation a été effectuée à Gaza dans le but de réunir des données de départ sur les besoins résultant du conflit, et d'orienter l'intervention humanitaire. L'UNESCO a activement soutenu la collecte de données sur le terrain au titre de l'évaluation MIRA, en particulier dans le domaine de l'éducation.

5. D'après les conclusions de l'évaluation MIRA, 26 écoles ont été entièrement détruites et 122 autres ont été endommagées pendant le conflit, dont 75 écoles de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Il convient de noter que le système éducatif de Gaza manquait déjà d'au moins 200 écoles avant le dernier conflit, les établissements fonctionnant avec un système de classes alternées, ce qui pèse sur la qualité de l'éducation.

6. Avec un retard de trois semaines, l'année scolaire a débuté le 14 septembre, et la plupart des enfants ont pu reprendre le chemin de l'école, même si le contexte était très difficile compte tenu du manque d'établissements et de lieux d'apprentissage appropriés. Le personnel de l'UNESCO a supervisé le début de l'année scolaire sur le terrain dans un certain nombre des 26 écoles pilotes du programme Éducation pour tous, soutenu au titre du programme de l'Organisation pour la promotion de l'accès à une éducation de qualité inclusive dans les écoles palestiniennes, et financé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

7. Sur la base des résultats de l'évaluation MIRA, une version révisée de l'Appel pour la crise à Gaza 2014 a été lancée à Ramallah le 9 septembre. La contribution de l'UNESCO à cet appel inclut le projet mentionné au paragraphe 6 du document 195 EX/29, qui vise à améliorer la sécurité de l'environnement pédagogique et à atténuer la détresse des enseignants et des apprenants par un soutien psychosocial, des activités récréatives et des pratiques d'enseignement innovantes. Le projet en question, intitulé « **Protéger l'éducation des attaques, promouvoir les écoles comme zones de sécurité et assurer une éducation inclusive de qualité dans les écoles secondaires de Gaza touchées par les bombes** » (750 000 dollars), axe ses interventions sur les écoles secondaires publiques les plus vulnérables, situées dans la zone d'accès restreint (zone tampon) de la bande de Gaza.

8. Un autre projet de l'UNESCO inclus dans la version révisée de l'Appel pour la crise à Gaza 2014 a pour thème « **Protéger les établissements d'enseignement supérieur en tant que zones de sécurité et atténuer l'impact de la crise sur les étudiants et les enseignants des universités pour garantir le droit à un enseignement supérieur de qualité à Gaza** » (1 million de dollars). S'appuyant sur la vaste expérience acquise en matière de protection de l'éducation à Gaza, ce programme soutient les établissements d'enseignement supérieur touchés par la crise récente. Visant à soutenir ces établissements dans leur rôle d'espace d'apprentissage protégeant les étudiants comme les enseignants, le programme bénéficiera à dix institutions d'enseignement supérieur et proposera : la fourniture d'équipements et de matériels de sécurité de base ; des sessions de sensibilisation des professeurs d'université et des étudiants sur la préparation aux situations d'urgence ; un soutien psychosocial des étudiants, notamment par la mise en place de services de conseils dans chaque établissement ; et des sessions pour orienter les professeurs d'université dans l'application des normes minimales du Réseau interagences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), ainsi que d'une approche de l'éducation inclusive dans les cours délivrés quotidiennement dans les établissements d'enseignement supérieur.

9. Concernant le **secteur de l'enseignement supérieur**, les premiers rapports reçus par l'UNESCO indiquent que l'infrastructure de douze établissements d'enseignement supérieur a été endommagée. Selon les estimations, 90 000 étudiants verront leur droit à l'enseignement supérieur directement affecté par le récent conflit pendant l'année universitaire 2014-2015. Dans le

cadre du Pôle Éducation humanitaire et en étroite coopération avec le Ministère palestinien de l'éducation et de l'enseignement supérieur, l'UNESCO coordonne une évaluation quantitative et qualitative plus complète de l'impact du conflit sur les 26 établissements d'enseignement supérieur, et sur les étudiants et enseignants à Gaza. L'objectif global de cette évaluation est d'aider le Ministère et ces établissements à mettre en évidence leurs besoins essentiels et à élaborer un plan d'action général pour le secteur de l'enseignement supérieur à Gaza. L'évaluation porte notamment sur un domaine étroitement lié au soutien de l'UNESCO en faveur de systèmes éducatifs inclusifs, qui sera spécifiquement consacré à la situation des étudiants rendus infirmes ou handicapés par le conflit.

## CULTURE

10. **En ce qui concerne l'état de conservation du patrimoine culturel**, l'UNESCO, en lien étroit avec le Ministère du tourisme et des antiquités, a mené à bien sur le terrain une évaluation préliminaire des sites du patrimoine culturel qui, selon les informations obtenues, avaient été endommagés. L'évaluation s'est déroulée du 12 au 14 août et du 9 au 11 septembre, et a porté sur 22 sites à travers la bande de Gaza.

11. L'étude de terrain préliminaire s'est penchée sur les trois sites inscrits sur la liste indicative du patrimoine mondial de la Palestine, qui sont situés à Gaza. Le site archéologique de Tell Umm Amer (monastère de Saint-Hilarion), à Nuseirat, n'a subi aucun dommage apparent. L'UNESCO n'a pu obtenir pleinement accès au site du port d'Anthédon, qui semble présenter de légers dégâts sur la partie face à la mer. Sur le site naturel des zones humides côtières de Wadi Gaza, utilisé en partie pour l'exploitation agricole et le développement de logements, ainsi que pour l'évacuation des eaux usées, des maisons et d'autres édifices ont été endommagés. À ce stade, il n'était pas possible d'évaluer entièrement les dégâts subis par la diversité biologique du site.

12. Parmi le patrimoine culturel endommagé, la mosquée historique Al-Mahkamah a été détruite, à l'exception de son minaret dont la structure est très fissurée. Le site se trouve dans le quartier Ashuja'ia, et sa construction initiale remonte à la période mamelouke (1455 apr. J.-C.). La mosquée sanctuaire Al-Muntar, qui date de l'ère mamelouke et se trouve à l'est du quartier Ashuja'ia, a elle aussi été détruite.

13. Les mosquées Azzofer Domry et Omari, également de la période mamelouke, ont aussi été endommagées. De nouvelles extensions de ces mosquées ont été détruites, tandis que les toits, les voûtes d'arête et les murs du tissu historique des édifices ont subi des dégâts mineurs. Selon les indications, le cimetière historique orthodoxe grec situé à côté de l'église Saint Porphyre dans la ville de Gaza a subi de légers dégâts, et l'église elle-même a été indirectement endommagée (elle date initialement de 401 apr. J.-C.).

14. D'autres sites du patrimoine ont subi des dégâts mineurs et reçu des éclats d'obus, c'est le cas des sites ci-après : la villa Saqqa (qui date du XVII<sup>e</sup> siècle et se trouve dans le quartier Ashuja'ia) ; le sanctuaire et le sol en mosaïque d'Abassan (qui date d'environ 600 apr. J.-C. et se trouve à Khan Yunis) ; le palais Al Basha dans la ville de Gaza (construit à l'origine au XV<sup>e</sup> siècle, au début de l'ère ottomane) ; le sanctuaire Al-Khader dans la ville de Deir Al-Balah (de l'ère mamelouke) et le musée culturel de Deir Al-Balah.

15. Suite aux découvertes initiales mentionnées ci-dessus, l'UNESCO entreprendra une évaluation complète et approfondie des dégâts et des besoins. En étroite coopération avec le Ministère du tourisme et des antiquités, et celui de la culture, l'Organisation appuiera l'élaboration d'un plan d'action pour le développement à long terme visant à reconstruire le patrimoine culturel endommagé, en tenant compte de son potentiel pour favoriser le développement économique local. Le rôle du patrimoine culturel à cet égard a été souligné dans le Plan national de relèvement rapide et de reconstruction pour Gaza, qui sera présenté lors de la Conférence internationale du Caire.

## CONCLUSION

16. Dans le cadre de la réponse globale apportée par les Nations Unies au relèvement et à la reconstruction de Gaza, les interventions proposées par l'UNESCO dans ses domaines de compétence, et plus précisément dans les domaines de l'éducation, de la conservation et de la protection du patrimoine culturel, ainsi que de l'autonomisation des femmes, figurent dans le Plan d'appui des Nations Unies pour la transformation de la bande de Gaza. Ce plan d'appui présente une réponse coordonnée et globale apportée par les Nations Unies au Plan national de relèvement rapide et de reconstruction pour Gaza du gouvernement traitant en particulier de la gouvernance, du relèvement, de la reconstruction et du développement structurel.

17. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil exécutif souhaitera peut-être examiner la décision suivante :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné les documents 195 EX/29 et Add.,
2. Prend acte de la participation de l'UNESCO à l'évaluation rapide initiale groupée et à la version révisée de l'Appel pour la crise à Gaza 2014, ainsi que de sa contribution au Plan d'appui des Nations Unies pour la transformation de la bande de Gaza ;
3. Invite les États membres, les organisations internationales, les institutions internationales et nationales compétentes, ainsi que le secteur privé, à fournir des fonds extrabudgétaires pour aider l'UNESCO à appuyer le relèvement et la reconstruction de Gaza ;
4. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 196<sup>e</sup> session, et invite la Directrice générale à lui soumettre un rapport de suivi à ce sujet.